

## Dominique de Villepin annonce une fusion entre GDF et Suez

Le Premier ministre Dominique de Villepin a annoncé samedi que GDF et Suez allaient fusionner pour "créer un des tous premiers groupes mondiaux de l'énergie", lors d'une déclaration en présence des PDG des deux groupes.

"Depuis plusieurs mois, les entreprises Gaz de France et Suez discutent d'un projet industriel afin de mettre en commun des activités proches et complémentaires dans les domaines de la production, du transport et de la distribution énergétique", a déclaré le Premier ministre. Il s'exprimait devant Thierry Breton, ministre de l'Economie, Jean-François Cirelli, PDG de GDF, et Gérard Mestrallet, président de Suez.

"Compte tenu de l'importance stratégique de l'énergie, la fusion de Gaz de France et Suez semble aujourd'hui la voie la plus appropriée", a ajouté Dominique de Villepin. Le Premier ministre a expliqué que le gouvernement était "favorable" à ce projet "qui donnerait à la France un deuxième grand acteur énergétique à côté d'EDF et renforcerait la vocation industrielle mondiale de notre pays".

Il a souhaité que sa mise en oeuvre s'appuie sur une "concertation approfondie" avec les partenaires sociaux. Cette concertation "portera en particulier sur les modalités de contrôle de l'Etat, en vue de garantir la pérennité du service public et la sécurité de l'approvisionnement énergétique de la France. Thierry Breton l'entamera "dès lundi".

Ce projet de fusion pourrait déboucher sur une privatisation de GDF, actuellement détenu à 80% par l'Etat. L'opération va nécessiter le vote d'une nouvelle loi, puisque celle de 2004 limite à 30% la part du privé dans l'entreprise publique. Le Parlement "sera saisi dans des délais rapprochés des modifications législatives nécessaires", a expliqué Dominique de Villepin. Ce mariage est annoncé alors que le groupe italien Enel a fait part de son intention de lancer une OPA sur Suez.

AP

### La menace d'OPA qui arrange les projets de Suez

#### **Convoité par l'italien Enel, le franco-belge relance l'idée d'une alliance avec GDF.**

Il y a fort à parier que cette histoire sera un incontournable *business case*, décortiqué chaque année dans les meilleures écoles de gestion. Appelons-le «le cas Suez», ou comment utiliser une menace (vraie ou fausse, finalement peu importe) en une redoutable opportunité de lobbying et donc de croissance. Car, en deux jours, Suez a réussi l'exploit, grâce aux menaces d'OPA hostile de l'italien Enel, à crédibiliser son vieux projet de rapprochement avec Gaz de France, dont personne ne voulait entendre parler jusqu'à présent. Un vrai joli coup.

Reprenons l'étrange déroulé des événements des derniers jours pour tenter d'y voir clair dans une affaire qui reste mystérieuse. Mardi, le groupe allemand E.ON déclenche un coup de chaud sur l'Europe de l'énergie en lançant une contre-OPA sur l'électricien espagnol Endesa, alors convoité par le gazier Gas Natural. Dans l'après-midi, un porte-parole du groupe énergétique italien Enel déclare publiquement que son groupe «*envisage de lancer une OPA sur Suez*» pour prendre le contrôle de sa filière électrique Electrabel. Le lendemain, Fluvio Conti, le patron d'Enel, confirme qu'il «*n'exclut pas*» le lancement d'une telle OPA.

**Folle.** Chez Suez, c'est la consternation. D'abord, parce que l'entreprise jure «*n'avoir eu aucun contact avec Enel*» sur un tel projet. Ensuite, parce que les conseillers de Gérard Mestrallet, le patron de Suez, ne comprennent rien au mode opératoire de l'italien. Aucune entreprise n'est assez folle pour déclarer «*envisager*» une OPA hostile, avant de passer à l'action. Ce genre d'exercice nécessite, au contraire, vitesse d'exécution et secret absolu. Bilan de l'opération : l'action de Suez prend 13 % en quatre jours. La journée de jeudi finit de crédibiliser la menace d'Enel. Le Premier ministre italien, Silvio Berlusconi, révèle à un journaliste italien un coup de fil de Dominique de Villepin s'inquiétant de la menace transalpine sur Suez. En retour, Berlusconi dit exiger du gouvernement français la «*neutralité*» politique entre les deux groupes.

Le même jour, les premières rumeurs d'un éventuel rapprochement entre Suez et Gaz de France commencent à circuler. L'idée est simple : avec un échange de participations entre les deux groupes, Suez renforcerait son petit noyau dur (un peu plus de 20 % sont entre les mains d'actionnaires amis) et se protégerait un peu plus d'un éventuel prédateur. Vendredi, Suez fait sonner la charge. Un administrateur (Edmond Alphandéry), le premier actionnaire (Albert Frère), quelques communicants et une organisation de salariés sortent du bois pour dire tout le mal qu'ils pensent d'Enel et tout le bien de GDF. A Matignon, on estime que «*l'attaque italienne est d'une extrême violence*». Pour le reste, c'est motus et bouche cousue.

«**Adosser**». Pourtant, selon nos informations, le projet de rapprochement entre les deux entreprises avance très vite. Vendredi après-midi, Jean-François Cirelli, le patron de GDF, et celui de Suez, Gérard Mestrallet, étaient à Bercy pour plaider leur cause. «*Cela pourrait déboucher très rapidement*», se contentait de lâcher une source gouvernementale. Compte tenu de la loi, la part de l'Etat est fixée au minimum à 70 % du capital de GDF. Puisque 20 % du capital du gazier est maintenant en Bourse, il ne resterait donc que 10 % (un petit 3 milliards d'euros) à offrir à Suez. Ce schéma ne semblait pas étonner ce cadre de GDF : «*Cela fait des mois que Suez et le gouvernement réfléchissent à ce type de solution pour adosser GDF. Mais il leur fallait créer les conditions pour vendre cela au personnel du gazier. C'est pour cela que la menace d'Enel arrive parfaitement.*»

## **Libération**

# **Les réactions**

### **Voici les principales réactions sur la fusion annoncée par le gouvernement des groupes Suez et GDF:**

**Le ministre italien de l'Economie** Giulio Tremonti: "Il est encore temps pour que cesse la course des Etats européens pour construire des barrières de protection". "Si les choses se poursuivent ainsi, les facteurs de risques augmenteront", a-t-il ajouté. (Déclaration, samedi 25 février)

**Le ministre belge des Finances**, Didier Reynders: "La Belgique est favorable à ce genre de rapprochement, qui représente une opportunité pour le groupe franco-belge (Suez, ndlr) d'être un acteur et pas un spectateur" des développements dans le secteur énergétique", a-t-il affirmé. (Déclaration, samedi 25 février)

**La fédération Unsa-énergie**, par André Canovas, secrétaire général de la fédération Unsa de l'énergie:

"Je suis consterné par cette annonce précipitée, sans aucun recul". "Comprenant que la prise en compte de l'effet de taille ne soit pas en soi une option stupide, si on peut toujours considérer que ce n'est pas la plus mauvaise solution, rien n'indique que ce soit la meilleure".

"La solution la plus naturelle, celle du rapprochement avec EDF, n'a jamais été étudiée et même a été délibérément écartée pour des raisons idéologiques".

"Aujourd'hui c'est la disparition complète de Gaz de France qui est programmée, et il y tout lieu de craindre une énorme menace pour des milliers d'emplois"

L'annonce de fusion "s'inscrit dans le droit fil du changement de statut et de l'ouverture du capital au mépris des solutions préconisées par les syndicats, qui étaient partisans du 100% public", mais aussi "des collectivités territoriales, qui ont toujours exprimé le souhait de conserver un interlocuteur unique pour la fourniture de l'électricité et du gaz".

"Les personnels ne seront pas disposés à payer n'importe quel prix pour sauver Suez, une entreprise aujourd'hui sous la coupe du capital international". (Déclaration, samedi 25 février)

**Le président du groupe UMP à l'Assemblée nationale**, Bernard Accoyer: "une bonne nouvelle pour la préservation de l'emploi, de l'outil et des savoirs faire industriels dans le pays". "Après la création des pôles de compétitivité et de l'Agence de l'Innovation Industrielle, le gouvernement de Dominique de Villepin démontre, une nouvelle fois, sa détermination au service d'une vision et d'une stratégie industrielles ambitieuses", estimant que "ce volontarisme industriel est la marque du 'patriotisme économique' qui guide l'action du gouvernement". "Le gouvernement a su agir avec réactivité pour doter notre pays d'un champion industriel dans le secteur énergétique et préserver l'indépendance énergétique de la France". "C'est bien le signe que le politique peut faire beaucoup pour mobiliser, inciter, encourager les entreprises françaises et leur donner les moyens de se battre à armes égales avec leurs concurrentes" (Communiqué, samedi 25 février)

**L'administrateur CGT de Gaz de France**, Olivier Barrault: "le personnel ne va pas accepter la mascarade" pour créer un "opérateur privé concurrent d'EDF". Il prédit des "conséquences sociales dramatiques, ainsi qu'une fulgurante hausse des prix".

"L'objectif, c'est de donner Gaz de France à Suez". "On veut supprimer le caractère public de GDF pour créer un opérateur privé en concurrence avec EDF, ce qui va créer les conditions d'une augmentation de tarifs encore plus fulgurante".

"Pour le personnel, cette absorption de GDF par Suez aura des conséquences sociales très importantes", a-t-il affirmé, selon lequel "une restructuration importante se profile, ce sera dramatique".

"Je pense que la fédération CGT va tout faire pour créer, dès lundi, les conditions d'une forte mobilisation".

L'entrée en bourse de GDF il y a sept mois devait donner au groupe les moyens financiers de "se développer seul", a-t-il rappelé, mais "le but était de créer les conditions rapidement de mettre GDF sur le marché pour un rapprochement avec Suez". "C'était à l'horizon 2007 pour nous, mais la volonté c'est de surprendre tout le monde". (Déclaration, samedi 25 février)

**Le président de la commission des Affaires économiques de l'Assemblée nationale**, Patrick Ollier (UMP): "Le gouvernement a bien fait d'agir vite en donnant les moyens à cette fusion. Il y va de l'intérêt national", a-t-il déclaré.

"Ainsi un groupe de taille mondiale est créé, garantissant l'indépendance énergétique de la France et permettant une capacité d'investissement de nature à assurer son développement". (Communiqué, samedi 25 février)

